

ASSOCIATION GROUPE SOS JEUNESSE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

102 C, rue Amelot

75 011 Paris

SIREN : 775 685 506

APE : 8899 B

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION GROUPE SOS JEUNESSE

102 C, rue Amelot
75 011 Paris
SIREN : 775 685 506
APE : 8899 B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux Membres de l'Association GROUPE SOS JEUNESSE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GROUPE SOS JEUNESSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions **des articles L.821-53 et R.821-180** du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois,

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES

François JEGARD
Commissaire aux comptes

Franck NACCACHE
Commissaire aux comptes



COMPTES ANNUELS



BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	1 086 342	870 995	215 347	81 354
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	432 451	375 374	57 077	48 609
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles	25 479	24 033	1 446	
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 238 434	519 068	3 719 366	3 937 370
Constructions	32 177 326	17 040 680	15 136 646	12 172 265
Installations techniques, matériels et outillage	202 804	171 558	31 246	35 874
Autres Immobilisations corporelles	28 041 698	17 846 585	10 195 113	9 340 378
Immobilisations corporelles en cours	5 557 585		5 557 585	3 815 085
Avances et acomptes	53 394		53 394	21 143
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	7 553 745	550	7 553 195	7 332 941
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	385 344		385 344	90 541
Prêts	2 704 388	5 849	2 698 539	2 405 971
Autres Immobilisations Financières	1 690 306	43 965	1 646 341	1 524 252
ACTIF IMMOBILISE	84 149 296	36 898 657	47 250 639	40 805 783
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements	58 534		58 534	29 608
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	490 780		490 780	291 002
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	14 092 915	259 408	13 833 507	13 607 910
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	25 400 020	644 537	24 755 483	23 375 333
Valeurs mob. de placement et Instruments de Trésor.	5 858 072		5 858 072	10 909 912
Disponibilités	3 876 149		3 876 149	7 142 252
Charges constatées d'avance	807 870		807 870	874 141
ACTIF CIRCULANT	50 584 340	903 945	49 680 395	56 230 158
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Ecart d'arrondi				
TOTAL GENERAL	134 733 636	37 802 602	96 931 034	97 035 941

BILAN PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds Propres sans droit de reprise	4 312 685	4 312 685
- Fonds propres statutaires	14 132	14 132
- Fonds propres complémentaires	4 298 553	4 298 553
Fonds Propres avec droit de reprise :	6 000 000	7 950 000
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	6 000 000	7 950 000
Ecarts de réévaluation	785 826	785 826
Réserves	24 703 859	23 959 821
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	384	384
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	23 196 426	22 452 388
- Autres réserves	1 507 049	1 507 049
Report à nouveau	-18 725 536	-18 009 326
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-592 618	-771 647
- Autres reports à nouveau	-18 132 918	-17 237 679
Résultat de l'exercice	-1 469 788	27 816
- Activités en gestion contrôlée	174 985	749 318
- Autres activités	-1 644 773	-721 502
Situation Nette	15 607 046	19 026 822
Subventions d'investissement	12 916 820	8 447 125
Provisions réglementées	6 429 266	6 118 644
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	34 953 132	33 592 591
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	10 563 551	7 873 320
FONDS DEDIES OU REPORTEES	10 563 551	7 873 320
Provisions pour risques	1 018 867	916 508
Provisions pour charges	3 428 630	2 768 778
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 447 497	3 685 286
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	13 227 679	18 912 211
Emprunts et dettes financières divers	5 760 148	5 980 396
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	83 171	1 907 821
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 793 368	4 566 933
Dettes fiscales et sociales	17 600 874	15 569 367
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 737 515	4 226 404
Produits constatés d'avance	1 764 099	721 612
DETTES	46 966 854	51 884 744
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	96 931 034	97 035 941
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	532 547	5 851 744

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations		
Ventes de biens et services	1 125 612	1 277 464
-Ventes de biens :		
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>		
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	1 125 612	1 277 464
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>	2 266	445
<i>Prestations de Service</i>	118 014	353 100
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	1 005 332	923 919
<i>Autres prestations de service</i>		
Produits de tiers financeurs	151 601 351	137 510 174
- Concours publics	145 214 392	132 729 084
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	66 357 242	66 055 351
<i>Dotation Globale de Financement</i>	78 399 902	66 080 698
<i>Autres produits de tarification</i>	457 248	593 035
- Subventions d'exploitation	6 234 870	4 610 420
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
- Ressources liées à la générosité du public	13 464	109 893
<i>Dons manuels</i>	13 006	73 024
<i>Mécénats</i>	458	36 869
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	138 625	60 777
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	1 428 938	1 812 171
Utilisation des fonds dédiés	717 323	1 510 497
Autres produits de Gestion Courante	1 268 040	1 710 905
Produits d'exploitation	156 141 264	143 821 211
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	206 189	181 603
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements	-28 925	18 101
Autres achats et charges externes	41 597 333	39 297 257
Aides financières	507 127	683 686
Impôts, taxes et versements assimilés	8 172 943	7 555 385
Salaires et traitements	67 018 320	61 580 554
Charges sociales	30 749 456	28 349 286
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 722 399	3 386 932
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations	246 740	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	305 754	297 939
Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 038 613	578 269
Engagements à réaliser sur ressources affectées	3 413 658	860 944
Autres charges	164 697	680 520
Charges d'exploitation	157 114 304	143 470 476
RESULTAT D'EXPLOITATION	-973 040	350 735
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immo.	103	343
Autres intérêts et produits assimilés	486 406	412 161
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		4 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	486 509	416 504
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	663 928	572 377
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	663 928	572 377
RESULTAT FINANCIER	-177 419	-155 873
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-1 150 459	194 862
Sur opérations de gestion		12 493
Sur opérations en capital	291 216	274 958
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		896 258
Produits exceptionnels	291 216	1 183 709
Sur opérations de gestion	200 595	833 319
Sur opérations en capital	271 466	39 293
Dotations aux amortissements et aux provisions	99 173	429 576
Charges exceptionnelles	571 234	1 302 188
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-280 018	-118 479
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	39 311	48 567
RESULTAT NET	-1 469 788	27 816
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>156 918 989</i>	<i>145 421 424</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>158 388 777</i>	<i>145 393 608</i>

Sommaire :

Nature des informations		Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION				
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks	X		
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions pour risques et charges	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance		X	
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Global	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature	X		
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le, 31/12/2024 caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	96 931 034 €
- Total du compte de résultat (Produits)	156 918 989 €
- Résultat de l'exercice (Déficit)	-1 469 788 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association en date du 27 mai 2025.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

Groupe SOS Jeunesse propose des actions et des dispositifs pour répondre à toutes les problématiques diverses rencontrées pour la jeunesse. Au quotidien, l'association adapte ses actions en fonction de chacun et veille à préserver les liens familiaux quand cela est possible. Les actions s'intègrent également dans la protection des jeunes de la violence, pour en faire des citoyens pleinement épanouis et intégrés.

Présente dans 21 départements, l'association Groupe SOS Jeunesse est organisée en plusieurs pôles, dont :

- **Jeunesse - Pôle Protection de l'Enfance** qui accueille des mineurs et jeunes majeurs en danger ou en risque de danger, dans le cadre de conventionnements avec les conseils départementaux et/ou d'une habilitation Protection Judiciaire de la Jeunesse.
Les établissements : Maisons d'enfants à caractère social (MECS), services d'accueil d'urgence, d'accueil de jour, de placement familial, d'Unités d'Hébergement Diversifié (UHD), des services d'Action éducative en milieu ouvert (AEMO) classiques et renforcées...
Ces missions sont majoritairement financées en dotations globales, en facturation en prix de journée ou tarifs journaliers ou tarifs séances, des services de l'Aide Sociale à l'enfance des départements.
- **Jeunesse - Pôle Pénal** qui est en charge de l'enfance délinquante. Les jeunes sont accueillis au sein de centres éducatifs renforcés (CER) ou fermés (CEF) ou au sein d'Unités d'Hébergement Diversifié (UHD) sur décision du juge de placement.
Ces missions sont majoritairement financées en dotations globales, en facturation en prix de journée des services de la protection judiciaire de la jeunesse.
- **Solidarités – Pôle Handicap** (financement de l'assurance maladie) accueille des enfants en situation de handicap au sein des Instituts Thérapeutiques éducatifs et Pédagogiques (ITEP) ou Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile (SESSAD). Ces établissements sont financés par dotations globales de financement octroyées par l'assurance maladie.

FAITS CARACTERISTIQUES

1 Vie des établissements

Ouvertures

Les établissements suivants ont ouvert en 2024 : le Centre Educatif Fermé (CEF) de Guyane ; le Service d'Accueil d'Urgence 34 (SAU) ; la MECS et l'AEMO La Maison de l'avenir ; le projet PARRAJ.

Réorganisation et fermeture des activités des établissements de la Plateforme

- **Apport Partiel d'actifs des activités de recrutement inclusif** à l'association Escale : en date du 17-12-2024, l'association Groupe SOS Jeunesse a apporté à l'association Escale ses activités de recrutement inclusif de l'établissement Plateforme Insertion. L'apport a pris effet, au 31-12-2024, avec un effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2024.

Les actifs & passifs apportés se sont élevés à 327.625 euros.

- **Plan de Sauvegarde de l'Emploi – Plateforme I Projet – Teame** : Groupe SOS Jeunesse a décidé de fermer l'établissement Plateforme I Projet – Teame et d'engager un plan de sauvegarde de l'emploi, validé par l'inspection du travail fin mars 2025. Des indemnités de rupture de contrat ont été estimées et provisionnées pour 243 ke.

Une provision pour fermeture et restructuration a été constatée pour 532 ke.

Opération de Scission des activités d'OCM Ceasil

OCM Ceasil : en date du 17-12-2024, les associations Groupe SOS Jeunesse, Crescendo et OCM Ceasil ont conclu une promesse de scission des activités de l'association OCM Ceasil **sur la base des comptes arrêtés au 31-12-2023 et conformément à l'acte.**

Les activités de protection maternelle infantile sont transférées à l'association Crescendo (actifs 264.465 euros – passifs pris en charge : 95.406 euros – soit un actif net de 8.632 euros).

Les autres activités revenant à l'association Groupe SOS Jeunesse. (actifs 2.489.130 euros – passif pris en charge 205 200 euros – soit un actif net de 2.452.989 euros).

Cette promesse est soumise à l'accomplissement d'une condition suspensive qui est l'abrogation de la reconnaissance d'utilité publique de l'association OCM Ceasil avant le 31 décembre 2026.

Fermeture

Fermeture de l'établissement Pole Média du pôle Culture et Média.

2 Ressources

Reprise de résultats par les autorités de tarification

Dans les établissements sociaux et médico-sociaux n'ayant pas conclu de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, l'autorité de tarification peut décider d'affecter les excédents des années précédentes en réduction des charges d'activité. Ces sommes viennent alors en diminution des produits d'exploitation. A contrario, ils peuvent décider de reprendre les pertes antérieures ; ces sommes viennent en augmentation des produits de tarification.

Les reprises de résultats effectuées par les autorités de tarification ont conduit à une diminution des produits de 2.535 ke en 2024 (ces éléments sont repris en note 19 de l'annexe). Pour mémoire, en 2023, la diminution des produits liée à des reprises de résultat s'élevait à 2.134 ke.

Crédits non reconductibles reçus

Les produits d'exploitation comprennent à hauteur de 990 ke des crédits non reconductibles supplémentaires (vs 571 ke perçus en 2023). Ils ont notamment pour objet :

- Une dotation exceptionnelle de la création de 18 places d'accueil d'urgence (SAU 34) qui sera reprise sur les années 2025 et 2026 (524 ke)
- Le financement de mesures Ségur (445 ke vs 571 ke en 2023)

Aides gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

En 2024, l'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre du gaz et de l'électricité. Le montant constaté dans les comptes au 31 décembre 2024 a permis de réduire les charges de 198 ke (vs 1.139 ke en 2023).

Les charges de gaz et d'électricité constatées dans les comptes se sont élevées à 2.652 ke (vs 3.552 ke en 2023) ; soit une augmentation du coût net de l'électricité de 41 ke dans le résultat de l'association.

3 Opérations Immobilières

Construction en cours de 6 CEF (Centres Educatifs Fermés) et 1 CER (Centre Educatif Renforcé) dont

- **CEF à Amillis** (Seine et Marne) est en cours (2,3 Me dont 1,9 Me engagés en 2024). Pour rappel, le terrain sur lequel sera construit le centre a été acquis en 2023 pour 55 ke auprès de l'association Groupe SOS Séniors. L'association a par ailleurs reçu 2,8 Me en subventions d'investissement pour financer les travaux.
- **CEF à Gévezé** (Ille-et-Vilaine) est en cours (0,6 Me dont 0,5 Me engagés sur l'exercice). Un emprunt de 0,8 a été souscrit pour financer les travaux dont 0,1 Me ont été débloqués en 2024.
- **CER (Morbihan)** est en cours (1 Me dont 0,9 Me engagés sur l'exercice). Un emprunt de 1,4 Me a été souscrit pour financer les travaux dont 0,5 Me ont été débloqués en 2024.

Livraison des travaux de construction du **CEF Guyane** pour 4 Me dont 1,7 Me ont été réalisés sur l'exercice.

Construction en cours pour la **relocalisation de la MECS du Mouteau** (1 Me dont 0,8 Me engagés en 2024). Pour rappel l'association a fait l'acquisition du terrain sis à Les Chimoutons à Saran (45770) pour un montant de 249 ke. L'association a par ailleurs reçu 1.7 Me de subventions d'investissement pour financer les travaux.

Promesse de cession d'un bien immobilier de la MECS du Mouteau (Loiret) pour un prix de vente de 565 ke le 2 août 2024. Cette promesse fait l'objet de conditions suspensives et est consentie pour une durée expirant le 30 juillet 2026.

La valeur nette du bien immobilier étant supérieure prix de cession acté dans la promesse, une dépréciation de la valeur du terrain de 238 ke a été constatée dans le résultat d'exploitation de l'association.

Abandon du projet du CEF Vaucluse

Le projet de construction d'un CEF à Vaucluse a été abandonné au cours de l'exercice. Les dépenses engagées jusqu'alors et comptabilisées en immobilisations en cours ont été constatées en charges exceptionnelles (194 ke), et ont été neutralisées par une reprise des subventions d'investissement octroyées par la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour le même montant. Ces opérations constatées en résultat exceptionnel sont neutres sur le résultat de l'exercice.

4 Financements

Emprunts

L'association Groupe SOS Jeunesse a souscrit deux emprunts en 2024 :

- Un **emprunt de 1.426 ke** sur 20 ans souscrit auprès de la Société Générale est destiné au financement **de travaux du CER Morbihan**. Ce prêt, qui comprend un différé d'amortissement de 24 mois, est garanti par une hypothèque conventionnelle sur le bien sis à Elven – Morbihan et a été débloqué à hauteur de 465 ke en 2024.
- Un **emprunt de 814 ke** sur 20 ans souscrit auprès de la Société Générale est destiné au financement **de travaux du CEF de Gévezé**. Ce prêt, qui comprend un différé d'amortissement de 24 mois, est garanti par une hypothèque conventionnelle sur le bien sis à Gévezé – La lande de Tramiguen et a été débloqué à hauteur de 146 ke en 2024.

Subventions d'Investissement reçues

L'association a **bénéficié de 4.766 ke de subventions d'investissement en 2024** principalement pour la construction et travaux du centre éducatif fermé (CEF) d'Indre et Loire (3.306 ke octroyés par le ministère de la Justice) et 1.715 ke d'un nouveau bâtiment pour le transfert de la MECS Le Mouteau (dont 1.700 ke par le département du Loiret).

Le détail des subventions et concours publics est indiqué en note 20 de l'annexe.

5 Opérations non courantes

5.1 AFADR reversés à Groupe SOS Solidarités

L'association Groupe SOS Jeunesse a reversé à Groupe SOS Solidarités les apports en fonds associatifs avec droit de reprise (AFADR) qui lui avaient été octroyés en 2009 (1.950 ke).

Ces remboursements ont été constatés en diminution des fonds propres 2024, sans impact sur le résultat de la période.

5.2 AFADR accordé à l'association Nosiam

L'association Groupe SOS Jeunesse a octroyé à l'association Nosiam un apport en fonds associatifs avec droit de reprise (AFADR) de 200 ke en 2024.

Cet apport est constaté dans les charges exceptionnelles 2024 de l'association Groupe SOS Jeunesse.

5.3 Avances en compte courant à des filiales

Afin de soutenir les besoins ponctuels de trésorerie de sa filiales, l'association Groupe SOS Jeunesse a consenti, en 2024, 750 ke d'avances en comptes courants à la société Groupe SOS Coopérative Immobilière.

Le solde des avances en compte courant à la clôture est indiqué en note 3 de l'annexe.

5.4 Avances ponctuelles de trésorerie à des associations du Groupe SOS

Groupe SOS Jeunesse a octroyé, en 2024, des avances de trésorerie, pour 4.750 ke qui sont constatées dans le poste autres créances à l'actif du bilan pour la part non remboursée à la clôture :

- Groupe SOS Transition Ecologique et Territoires : 455 ke
- Escale : 350 ke
- Citadelle de Marseille : 300 ke
- Lycée Privé Jules Richard : 215 ke
- Seren'Arles : 180 ke
- Station Cévennes : 150 ke
- Nosiam : 150 ke
- Groupe SOS Culture : 80 ke
- Groupe SOS Solidarités : 2.000 ke (remboursés en cours d'année 2024)
- Sauvegarde des Ardennes : 500 ke (remboursés en cours d'année 2024)
- People Power Inclusion : 370 ke (remboursés en cours d'année 2024)

Ces avances, non porteuses d'intérêt, ont été réalisées afin de pallier aux besoins de trésorerie de ces associations.

Par ailleurs, les associations Crescendo et Mlezi Maore ont remboursé les avances de trésorerie que Groupe SOS Jeunesse leur avait octroyé en 2023 (2 Me chacune)

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
--

Néant.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Néant.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les établissements tiennent une comptabilité séparée, de ce fait les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un état réglementaire distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités de tarification compétentes.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b) PRINCIPES COMPTABLES SECTORIELS

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1^{er} du règlement ANC n°2019-04 et les règlements ANC n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;

- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

c) DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PRINCIPES COMPTABLES

C.1 COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir ci-après § I)

C.2 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT CONSTRUCTION

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En 2024, les dotations constatées à ce titre se sont élevées 296.901 euros portant le solde des provisions réglementées à 2.653.552 euros.

d) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les frais d'établissements activés sont amortis linéairement sur 3 ans à compter de la date d'ouverture effective de l'établissement.

e) IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMEUBLES ET MEUBLES :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Elles font l'objet d'une comptabilisation par composants en application du règlement 2014-03 de l'Autorité des normes comptable relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- Mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- Décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,

- Les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, l'association n'ayant pas de politique de programme de cession avant la fin de la durée de vie de ses actifs ou parce que lesdits biens sont pratiquement ou totalement amortis.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

Libellés	Pourcentage de répartition	Taux d'amortissement
Actifs immobiliers		
Structure et ouvrage assimilés	92,40%	19 à 35 ans
Menuiserie extérieure	3,30%	10 à 38 ans
Chauffage Individuel	3,20%	10 à 40 ans
Étanchéité	1,10%	10 à 53 ans
Autres Mobiliers		
Installations techniques, matériel et outillages	100,00%	3 à 20 ans
Matériel éducatif	100,00%	5 à 10 ans
Matériel de transport	100,00%	1,5 à 10 ans
Mobilier, matériel	100,00%	2 et 10 ans
Matériel de bureau et informatique	100,00%	1 à 15 ans
Mobilier de bureau	100,00%	2 à 10 ans
Matériel audio, vidéo, de loisir, éducatif et d'électroménagers	100,00%	3 à 10 ans
Logiciels	100,00%	3 ans

Amortissements dérogatoires constatés dans les structures en gestion contrôlée :

Lorsque la dotation aux amortissements, résultant de l'application du règlement 2014-03 de l'Autorité des normes comptable est inférieure à la dotation initialement prévue et autorisée par les autorités de tarification, la différence est constatée en Amortissements dérogatoires.

Le détail des amortissements dérogatoires est communiqué en note 8 de l'annexe.

Dépréciation des actifs :

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

Au 31-12-2024, une dépréciation a été constatée sur le bien immobilier sis à Saint-Jean-Le-Blanc pour une valeur de 238 ke pour faire suite à la promesse de cession signée en 08-2024.

f) IMMOBILISATIONS FINANCIERES :

Les **titres de participation** ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en note 8 de l'annexe.

g) STOCKS

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées à la clôture selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

A la clôture les stocks sont non significatifs.

h) CREANCES ET DETTES :

Les **créances et dettes** sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les dépréciations sont indiquées en note 8 de l'annexe.

i) TRESORERIE - EMPRUNTS

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement** :

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose d'aucun titre de placement.

- **Contrats de capitalisation en euros** : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2024, les contrats de capitalisation en euros s'élevaient à 5.100.000 euros, les intérêts courus à 758.072 euros et la provision pour impôts à 192.824 euros.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

j) APPORTS EN FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE

Apports Reçus avec Droit de Reprise : ils sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements donnés.

Groupe SOS Jeunesse a remboursé, en 2024, les AFADR de 1.950 ke qui lui avaient été octroyés par Groupe SOS Solidarités en 2009.

Apports Versés avec Droit de Reprise : les apports en fonds associatifs sont constatés en charges exceptionnelles l'année de l'octroi de l'apport. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements reçus. Lors du remboursement de l'apport, un produit exceptionnel est constaté.

k) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, non renouvelables par l'association, sont comptabilisées au passif du bilan, lors de leur notification, en subvention d'investissement. Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à virer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à 12.916.820 euros.

l) PROVISIONS REGLEMENTEES :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n°8 de l'annexe.

L-1. Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant » peuvent être constituées.

Au titre de l'exercice 2024, 2.674 euros ont été dotés portant le solde de ces provisions à 884.652 euros.

L-2. Couverture du besoin en fonds de roulement :

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros Pré-affectation du résultat	31.12.2023	Dotation	Reprise	31.12.2024	Autorisé par les autorités de tarification
Aemo 37	9 000			9 000	9 000
Aemo 91 - Essonne	9 000			9 000	9 000
SISAE - Aemo 60	1 105			1 105	1 105
MECS Arobase	48 428			48 428	48 428
CER Arts et Métiers du Cirque (93)	22 500			22 500	22 500
CER Guyane	72 000			72 000	72 000
CEF Le Marquizat	130 760			130 760	130 760
CAES 37 - Orfrasière	100 000			100 000	100 000
ITEP Petit Prince	100 000			100 000	100 000
La Fabrique de Mouvement	140 000			140 000	140 000
Pôle Hébergement de l'Oise	410 059			410 059	410 059
MECS Felix Faure	134 755			134 755	134 755
SAFE de Nancy	29 275			29 275	29 275
SAPY (ex-Jean Vilar)	183 789			183 789	183 789
Provisions de trésorerie	1 390 671	-	0	1 390 671	1 390 671

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

L-3. Renouvellement des immobilisations :

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification. Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros Pré-affectation du résultat	31.12.2023	Dotation	Reprise	31.12.2024	Autorisé par les autorités de tarification
AEMO 54	50 000			50 000	50 000
Archipel	70 000			70 000	70 000
CAES 37 - Monnaie	231 000			231 000	231 000
MECS SAPY	10 584			10 584	10 584
MNA 93	39 291			39 291	39 291
UHD La Passerelle	57 988			57 988	57 988
MECS Arobase	180 000			180 000	180 000
ITEP Petit Prince	30 000			30 000	30 000
Prov. renouvellement des immos	668 863	-	-	668 863	668 863

m) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

Les provisions pour risques prud'hommes et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les nouvelles règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces nouvelles règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Les engagements de retraite sont comptabilisés conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans. (Voir § C1 et ci-dessous).

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.38%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%.

Le montant de l'engagement inscrit est proratisé en fonction du nombre de droits acquis en matière d'années de présence pour chacun des salariés.

Ces engagements sont détaillés en note n° 22 de l'annexe.

n) FONDS DEDIES

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	939 362	45 324	-19 952					121 608		1 086 342
Autres immobilisations incorporelles	478 187	42 417	-62 674							457 930
Immobilisations Incorporelles	1 417 549	87 741	-82 626					121 608		1 544 272
Terrains	4 185 481							52 953		4 238 434
Constructions	28 097 537	171 033	-6 628					3 915 384		32 177 326
Instal. techniques matériel et outillage	199 197	10 244	-6 637							202 804
Instal. générales, aménagements divers	17 642 506	1 784 328	-456 944					30 597		19 000 487
Matériel de transport	1 076 659	349 331	-141 918							1 284 072
Matériel de bureau et informatique	1 989 146	370 797	-207 799							2 152 144
Mobilier	2 734 281	390 493	-218 598							2 906 176
Autres	2 469 946	428 998	-200 125							2 698 819
Immobilisations corporelles en cours	3 815 085	6 057 303	-194 261					-4 120 542		5 557 585
Avances et acomptes	21 143	36 394							-4 143	53 394
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	62 230 981	9 598 921	-1 432 910					-121 608	-4 143	70 271 241
Participations	7 333 491	220 254								7 553 745
Prêts	2 411 820	292 568								2 704 388
Autres titres et immobilisations financières	1 658 758	575 840	-158 948							2 075 650
Immobilisations Financières	11 404 069	1 088 662	-158 948							12 333 783
Total Valeurs Brutes	75 052 599	10 775 324	-1 674 484						-4 143	84 149 296

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation De périmètre	Variation De Change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	858 008	32 939	-19 952							870 995
Autres immobilisations incorporelles	379 578	32 503	-62 674							349 407
Immobilisations Incorporelles	1 237 586	65 442	-82 626							1 220 402
Terrains	248 111	33 057								281 168
Constructions	15 925 272	1 122 036	-6 628							17 040 680
Instal. techniques matériel et outillage	163 323	14 872	-6 637							171 558
Instal. générales, aménagements divers	10 422 720	1 458 139	-415 855							11 465 004
Matériel de transport	728 774	161 318	-132 056							758 036
Matériel de bureau et informatique	1 392 244	368 071	-203 466							1 556 849
Mobilier	2 012 931	290 174	-206 018							2 097 087
Autres	1 865 491	294 750	-199 472							1 960 769
Immobilisations Corporelles	32 758 866	3 742 417	-1 170 132							35 331 151
Total Amortissements	33 996 452	3 807 859	-1 252 758							36 551 553

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Informations financières							Valeur comptable des titres détenus		Valeur comptable des Prêts et avances accordés		Autres renseignements	
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT	Brute	Nette	Brute	Nette	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
SCI Groupe SOS Jeunesse	2 024	1 000	261 877	99,00%	260 248	64 792	484 430	990	990	1 826 589	1 826 589		
SCI 102 rue Amelot	2 024	640	512 512	95,00%	487 494	206 488	290 966	4 689 823	4 689 823	222 466	222 466		
Total des Filiales								4 690 813	4 690 813	2 049 055	2 049 055	-	-
GIE Alliance Gestion	2 024	200 100	0	40,78%	81 600	0	28 351 696	81 600	81 600	527 997	527 997		
I Act Campus - ex-Impact Campus	2 024	2 000	-367 740	27,50%	-100 579	-8 366	561 098	550	-	413 958	33 958		
GSOS Transition Ecologique et Action Territoriale	2 024	1 000	-5 408 831	25,00%	-1 352 208	-4 098 242	2 556 081	250	250	770 583	770 583		
Groupe SOS Participations	2 024	1 475 000	-210 441	3,39%	42 869	-136 868	33 352	50 000	50 000	103 001	103 001		
Groupe SOS Coopérative Immobilière	2 024	1 812 420	36 511 303	2,29%	877 613	-5 719 235	14 697 113	2 730 531	2 730 531	4 103 400	4 103 400		
Total des Participations								2 862 931	2 862 381	5 918 939	5 538 939	-	-
Total des Filiales et Participations								7 553 745	7 553 195	7 967 994	7 587 994	-	-

Note 4. STOCKS

	31/12/2024	31/12/2023
Achats de matières premières et autres fournitures		
Produits pharmaceutiques & matériel médical		
Alimentation		
Produits d'entretien		
Fournitures d'hôtelleries, alèses		
Fournitures consommables & divers	58 534	29 608
Matières premières et approvisionnements	58 534	29 608
Encours - Immeubles et autres biens		
Encours - Prestations de services		
Encours de production		
Produits résiduels et autres		
Produits finis – Biens		
Produits intermédiaires et finis		
Marchandises		
Total Brut	58 534	29 608
Dépréciations		
Total Net	58 534	29 608

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	2 704 388	5 850	2 698 538
Autres immobilisations financières	1 690 306		1 690 306
Clients douteux	10 481	10 481	
Usagers, clients et comptes rattachés	14 082 434	14 082 434	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	292 287	292 287	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	926 197	926 197	
Etat et collectivités publiques	10 044 077	10 044 077	
Groupe et associés	7 439 996	2 533 930	4 906 066
Autres créances	6 697 463	5 862 948	834 515
Charges constatées d'avance	807 870	807 870	
TOTAL GENERAL	44 695 499	34 566 074	10 129 425
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	292 568		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE			
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	13 227 679	1 513 944	3 662 665	8 051 070
Emprunts et dettes financières divers (2)	5 760 148	232 249	851 337	4 676 562
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 793 368	4 793 368		
Personnel et comptes rattachés	6 809 860	6 809 860		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 242 063	9 242 063		
Etat et collectivités publiques	1 548 951	1 548 951		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 737 515	3 737 515		
Produits constatés d'avance	1 764 099	1 764 099		
TOTAL	46 883 683	29 642 049	4 514 002	12 727 632
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice	611 652			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 172 915			

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	4 312 685								4 312 685
Fonds Propres statutaires	14 132								14 132
Fonds Propres complémentaires	4 298 553								4 298 553
Fonds propres avec droit de reprise	7 950 000							-1 950 000	6 000 000
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	7 950 000							-1 950 000	6 000 000
Ecarts de réévaluation	785 826								785 826
Réserves	23 959 821	744 038							24 703 859
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	384								384
Autres réserves (dont investissement)	1 507 049								1 507 049
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	22 452 388	744 038							23 196 426
Investissement	11 035 511	721 098							11 756 609
Compensation	6 396 331	-65 411							6 330 920
Compensation des charges d'amortissement	2 819 980	88 351							2 908 331
Trésorerie	2 200 566								2 200 566
Report à nouveau	-18 009 326	-716 210							-18 725 536
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-771 647	89 496		89 533					-592 618
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	5 458 492	2 002 334							7 460 826
Charges rejetées par l'autorité	91 908	-437 311		89 013					-256 390
Charges dont la prise en compte est différée	-6 322 047	-1 475 527		520					-7 797 054
Autres Reports à nouveau	-17 237 679	-805 706		-89 533					-18 132 918
Activités des ESMS sous gestion libre	1 887 342	-6 877		-89 533					1 790 932
Autres activités	-19 125 021	-798 829							-19 923 850
Résultat de l'exercice	27 816	-27 816					174 985	-1 644 773	-1 469 788
Activités ESMS sous gestion contrôlée	749 318	-749 318					174 985		174 985
Autres activités	-721 502	721 502						-1 644 773	-1 644 773
Situation Nette	19 026 822	12					174 985	-3 594 773	15 607 046
Subventions	8 447 125						5 026 481	-556 786	12 916 820
Provisions réglementées	6 118 644						310 622		6 429 266
TOTAL	33 592 591	12					5 512 088	-4 151 559	34 953 132

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	2024	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation Périmètre	Fiscalisée	Non Fiscalisée
338_CEF Saint Nazaire	-87 649	-87 649				-87 649
339_CEF Le Marquizat	-167 752	-167 752				-167 752
330_CEF Port Louis	-26 736	-26 736				-26 736
603_CEF Saverne	45 088	45 088				45 088
453_CEF de Guyane	94 331	94 331		Ouverture		94 331
309_CER Lozère	-13 469	-13 469				-13 469
311_CER Guyane	-46 845	-46 845				-46 845
312_CER Morbihan	15 140	15 140				15 140
313_CER Arts et Métiers du Cirque	-40 139	-40 139				-40 139
337_CER Hautes Alpes	232 181	232 181				232 181
302_UHD Le Fil d'Ariane	-42 118	-42 118				-42 118
306_UHD La Fabrique de mouvements	-74 388	-74 388				-74 388
307_UHD La Passerelle	177 200	177 200				177 200
316_UHD Ti'Kaz	-99 694	-99 694				-99 694
318_UHD Déclic	225 323	225 323				225 323
329_UHD Tremplin	-24 388	-24 388				-24 388
966_UHD Notr'asso	-186 952	-186 952				-186 952
327_MNA Latitudes	533 364	533 364				533 364
332_MNA GAIA	-27 807	-27 807				-27 807
447_MNA L'Estuaire (33)	-229 587	-229 587				-229 587
448_MNA 93	-73 386	-73 386				-73 386
450_MNA L'Estant	25 649	25 649				25 649
606_MNA DOMIE 1	-16 740		-16 740			-16 740
607_MNA DOMIE 2	124 182		124 182			124 182
326_EAME La Voie Lactée	27 692	27 692				27 692
488_Espace Familles Loiret	-32 176	-32 176				-32 176
407_Placement Familial des Yvelines	-642 282	-642 282				-642 282
430_Placement Familial de Guyane	252 911	252 911				252 911
418_SISAE MJIE	-15 260	-15 260				-15 260
420_SISAE Administration ad hoc	28 075		28 075			28 075
431_SAU de Guyane	13 131	13 131				13 131
440_SAU Arnouville	-81 900	-81 900				-81 900
44571_SAU 34	238 059	238 059		Ouverture		238 059
336_MECS L'Etoile	-334 466	-334 466				-334 466
401_MECS Arobase	138 157	138 157				138 157
405_MECS Felix Faure	-37 163	-37 163				-37 163
406_MECS CAES 37	806 362	806 362				806 362
404_MECS SAPY	3 395	3 395				3 395
411_MECS Pôle Hébergement	-40 809	-40 809				-40 809
419_MECS Le Mouteau	129 511	129 511				129 511
433_MECS de Guyane	-6 047	-6 047				-6 047
435_MECS Foyer Educatif de Moissac	444 451	444 451				444 451
439_MECS Bois Renard	-514 139	-514 139				-514 139
451_MECS Service Jeunes Majeurs (973)	212 569	212 569				212 569
604_MECS Foyer Oberholz	59 859	59 859				59 859
605_MECS Foyer PACOR	155 883	155 883				155 883
44541_MECS Gwarezin (22)	-34 485	-34 485				-34 485
44581_MECS La Maison de l'Avenir (92)	23 490	23 490		Ouverture		23 490
415_SISAE AEMO 60	-64 039	-64 039				-64 039
402_AEMO 37	10 169	10 169				10 169
429_AEMO 91	-134 495	-134 495				-134 495
437_AEMO 54	48 453	48 453				48 453
441_AEMO 77	124 706	124 706				124 706
443_AEMO 78	-609 046	-609 046				-609 046
452_AEMO SAEF 77	65 371	65 371				65 371
44551_PEAD 22 Harzou-Lamm	46 732	46 732				46 732
44591_AEMO La Maison de l'Avenir SSE (92)	145 089	145 089		Ouverture		145 089
417_SAJE 19	-30 967	-30 967				-30 967
449_SAJE 20 Joséphine Baker	-28 403	-28 403				-28 403
444_SAJE 94	-9 165	-9 165				-9 165
445_SAJE 22	-10 617	-10 617				-10 617
446_Ti'Saj	53 765	53 765				53 765
414_SAFE	59 534	59 534				59 534

	2024	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation Périmètre	Fiscalisée	Non Fiscalisée
442_SAJE Pôle Accueil de Jour 60	6 591	6 591				6 591
325_FJT Le Tempo	-67 784		-67 784			-67 784
43401_PARRAJ	0			Ouverture		
410_Service Orientation Spécialisée	-22 795	-22 795				-22 795
Secteur Jeunesse	692 725	624 992	67 733		0	692 725
319_SESSAD - Le Colibri	-140 258	-140 258				-140 258
320_IIEP - Félix Eboué	-92 950	-92 950				-92 950
324_IIEP - Le Petit Prince	-77 109	-77 109				-77 109
Secteur Solidarités - Pôle Handicap	-310 317	-310 317	0		0	-310 317
322_Plateforme I	-940 035		-940 035	en Fermeture		-940 035
323_Plateforme Insertion	-7 049		-7 049	Sortie - APA	-7 049	
Secteur Commerce et services	-947 084	0	-947 084		-7 049	-940 035
321_Pôle Média				Fermé		
Secteur Culture Médias	0	0	0		0	0
399_Oeuvres Sociales du CSE siège	0					
412_Groupe SOS Jeunesse Siège	-139 690	-139 690				-139 690
400_Association détention de titres	-190 279		-190 279		-190 279	
416_Association Groupe SOS Jeunesse	-575 143		-575 143			-575 143
Groupe - Support	-905 112	-139 690	-765 422		-190 279	-714 833
Résultat Global	-1 469 788	174 985	-1 644 773		-197 328	-1 272 460
		-1 469 788			-1 469 788	

Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR	1 390 671							1 390 671
Amortissements dérogatoires	820 481	11 047						831 528
Prov pour Equilibre de la section d'investissement								
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.	768 091	2 674						770 765
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	113 887							113 887
Provisions pour renouvellement des immobilisations	668 863							668 863
Provision liée à l'Effort de Construction	2 356 651	296 901						2 653 552
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	6 118 644	310 622						6 429 266
Provisions pour litiges salariaux	907 004	336 043	-65 746	-158 434				1 018 867
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	157 594	35 230						192 824
Provisions pour grosses réparations	824 669	86 389						911 058
Provisions pour départ à la retraite	1 648 226	43 372	-68 353					1 623 245
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET	20 809		-9 595					11 214
Provisions pour fermeture & restructuration	10 723	532 190						542 913
Autres provisions pour risques et charges	116 261	40 619			-9 504			147 376
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	3 685 286	1 073 843	-143 694	-158 434	-9 504			4 447 497
Sur immobilisations :								
- incorporelles	50 000							50 000
- corporelles	150 000	246 740		-150 000				246 740
- financières	50 364							50 364
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	284 862	14 595	-28 998	-11 051				259 408
Autres dépréciations	451 803	291 159		-98 425				644 537
TOTAL DEPRECIATIONS	987 029	552 494	-28 998	-259 476				1 251 049
TOTAL GENERAL	10 790 959	1 936 959	-172 692	-417 910	-9 504			12 127 812
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		1 591 107	-172 692	-417 910				
- financière								
- exceptionnelle		13 721						
- provision pour impôts		35 229						

Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Remboursé	Transferts	Fusions / APA Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	=A+B+C+D+E	
Immobilisations	741 996				126 810		868 806	818 887
Immobilisations acquises	2 402 962		-266 065		-126 810		2 010 087	
Travaux non immobilisés	552						552	552
Extensions de places	1 291 762		-13 635				1 278 127	1 115 464
Equipe Mobile	9 356	80 000	-6 113				83 243	3 243
Charges de personnel	1 836 062	39 566	-167 927				1 707 702	1 533 242
Gratifications stagiaires	9 460		-1 308				8 152	8 152
Actions Ponctuelles	676 541	25 930	-172 393				530 078	504 147
Surcoût inflation	90 462	70 843					161 305	32 717
Produits pharmaceutiques et matériel RDR TSN & TROD	3 138						3 138	3 138
FD s/ Contributions ATC	7 062 291	216 339	-627 440	0	0	0	6 651 190	4 019 541
Immobilisations	5 434		-2 180				3 254	3 254
Immobilisations acquises	386		-386					
Charges de personnel	157 153				-10 000		147 153	135 210
Actions Ponctuelles	41 512	500	-25 116			-6 103	10 793	10 293
Projet "Amérindien"	31 300						31 300	31 300
Subventions ARS	81 493						81 493	81 493
Financement Module d'apprentissage de l'habileté sociale	4 520						4 520	4 520
MIDEA	11 000		-7 320				3 680	3 680
Préfecture GPE projet PACIS	5 725						5 725	
Repaire Médiation Guyanne	41 179		-41 179					
Subvention PIC Phase 3	350 391						350 391	
Programme Protect		13 120					13 120	
Projet Impact			-8 633		10 000		1 367	
Volet Jeunes en rupture du CEJ		219 751					219 751	
Subvention CNAM Projet PARRAJ		2 325 255					2 325 255	
Convention ESMS Numérique		602 706					602 706	
FD s/ Subventions	730 093	3 161 332	-84 814	0	0	-6 103	3 800 508	269 750

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Remboursé	Transferts	Fusions / APA Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	=A+B+C+D+E	
Immobilisations	1 600						1 600	
Plateforme Exclusion	27 643						27 643	27 643
Subvention HSBC - Développement durable	464						464	464
Activité de médiations thérapeutiques corporelles et artistiques	1 856						1 856	1 856
Ateliers musicaux (SACEM)	3 000						3 000	3 000
Projet court métrage	1 000						1 000	1 000
Dons OETH	2 000						2 000	2 000
Dons Rotaty club	1 000						1 000	1 000
Oned	4 567						4 567	4 567
Fondation EDF Teams	2 267						2 267	2 267
Fondation de France - projet AAP		4 735					4 735	
THE HUMAN SAFETY Convention Générali		30 000					30 000	
FD s/ Contributions Financières Privées	45 398	34 735	0	0	0	0	80 133	43 797
Mecenat BNP Paribas	34 042	1 252	-5 069				30 226	20 402
Mecenat Bourses 16H24	1 494						1 494	1 047
FD s/ Ressources liées à la Générosité Publique	35 537	1 252	-5 069	0	0	0	31 720	21 449
Total des fonds dédiés et reportés	7 873 319	3 413 658	-717 323	0	0	-6 103	10 563 551	4 354 538

Note 10. CHARGES A PAYER

	31/12/2024
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	23 568
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 568
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	31 877
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	31 877
Fournisseurs d'exploitation	1 357 603
Dettes provisionnées pour congés à payer, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	8 121 776
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	1 318 520
Etat - autres charges à payer	112 042
Dettes fiscales et sociales	9 552 338
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	451 777
Divers - Charges à payer	8 376
Autres dettes	460 153
TOTAL	11 425 539

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2024
Créances usagers et comptes rattachés	963 923
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	242 089
Personnel - Produits à recevoir	3 669
Organismes sociaux IJSS	557 576
Etat - Produits à recevoir	242 525
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	356 597
Divers - Produits à recevoir	174 038
Autres créances	1 576 494
Valeurs mobilières de placement	758 072
Disponibilités	
TOTAL	3 298 489

Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2024	31/12/2023	FINANCEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles brutes	1 544 272	1 417 549	Apports, dotations, rés et fonds propres	11 442 062	13 392 062
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	3 833 604	3 780 651	Réserves affectées à l'investissement	12 920 491	12 199 393
- Agencements	404 830	404 830	Réserve de compens des charges d'amort.	2 908 331	2 819 980
- Constructions	32 177 326	28 097 537	Subventions d'investissement	12 916 820	8 447 125
- Installations, matériels et outillages	202 804	199 197	Provisions réglementées	1 500 391	1 489 344
- Autres immobilisations corporelles	28 041 698	25 912 538	Provisions régl. des PV nettes d'actif	3 538 204	3 238 629
			Fonds dédiés immobilisations	2 884 300	3 152 931
Immo. corporelles et incorporelles en cours	5 610 979	3 836 228	Emprunts - dettes financières	18 374 640	18 935 903
Immo. en cours - part investissement PPP			Dépôts et cautionnements reçus	25 195	46 099
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Amortissements des immobilisations		
Immobilisations financières	12 333 783	11 404 069	- Incorporelles	1 220 402	1 237 586
Amortissements excédentaires différés			- Agencements des terrains	281 168	248 111
			- Constructions	17 040 680	15 925 272
Charges à répartir			- Installations, matériels et outillages	171 558	163 323
Autres			- Autres immobilisations corporelles	17 837 745	16 422 160
			Dépréciations des immobilisations	347 104	250 364
			Dépenses refusées par l'ATC	-178 162	114 758
			Autres réserves	-18 132 918	-17 237 679
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	84 149 296	75 052 599	Financements stables (I)	85 098 011	80 845 361
FRI NÉGATIF (I-II)			FRI POSITIF (I-II)	948 715	5 792 762
Reports à nouveau déficitaires	7 701 527	9 504 673	Réserves et provisions à la couv du BFR	3 591 237	3 591 237
Résultat déficitaire	1 469 788		Réserves de compensation des déficits	6 330 920	6 396 331
Créances Glissantes			Résultat excédentaire		27 816
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	13 132 990	13 278 898
			Provisions pour risques et charges	4 447 497	3 685 286
			Fonds dédiés d'exploitation	7 679 251	4 720 389
			Dépréciation des stocks et créances	903 945	736 665
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	9 171 315	9 504 673	Financements stables d'exploitation (III)	36 085 840	32 436 622
FRE NÉGATIF (III-IV)			FRE POSITIF (III-IV)	26 914 525	22 931 949
FRNG NEGATIF			FRNG POSITIF	27 863 240	28 724 711
Stocks	58 534	29 608	Avances reçues	83 171	1 907 821
Avances et acomptes versés	490 780	291 002	Fournisseurs d'exploitation	4 793 368	4 566 933
Organismes payeurs, usagers	14 082 434	13 852 723	Dettes fiscales et sociales	17 600 874	15 569 367
Créances diverses d'exploitation	17 959 855	16 850 340	Dettes diverses d'exploitation	3 432 531	3 940 124
Créances irrécouvrables en non-valeur	10 481	40 049	Produits constatés d'avance	1 764 099	721 612
Charges constatées d'avance	807 870	874 141	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	5 845 919	4 660 630	Fonds en dépôt par les résidents	302 792	285 725
Autres	7 440 165	6 976 796	Autres		
Valeurs d'exploitation (VI)	46 696 038	43 575 289	Dettes d'exploitation (V)	27 976 835	26 991 582
BFR (VI-V)	18 719 203	16 583 707	EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)		
Valeurs mobilières de placement	5 858 072	10 909 912	Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	3 715 695	6 981 066	Fonds des majeurs protégés	2 192	555
Régie d'avance	160 454	161 186	Concours bancaires courants	532 547	5 851 744
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	55 445	58 861
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	9 734 221	18 052 164	Financements à court terme (VII)	590 184	5 911 160
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	9 144 037	12 141 004	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	149 750 870	146 184 725	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	149 750 870	146 184 725

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Trésorerie d'ouverture	12 141 004
Résultat d'exploitation	-973 040
+ Amortissements	3 722 399
+ Provisions	1 297 407
+ Fonds dédiés	2 696 336
+ Autres	-106 765
Resultat brut d'exploitation	6 636 336
- Frais financiers	-663 928
+ Produits financiers	486 509
- Impôt sur les sociétés	-4 082
+/- Charges et produits exceptionnels	-200 595
+/- Autres	
Capacité d'auto-financement	6 254 240
Variation des stocks	-28 926
Variation des créances d'exploitation	-2 234 159
Variation des dettes d'exploitation	1 297 271
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-965 814
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	5 288 426
- Acquisitions d'immobilisations	-10 771 181
+ Cessions d'immobilisations	247 213
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-10 523 968
- Remboursement AFADR à GSOS Solidarités	-1 950 000
+ Subventions d'investissement reçues	4 770 742
+ Emissions d'emprunts	611 652
- Remboursements d'emprunts	-1 172 915
+/- Dépôts de garanties reçus	-20 904
+ Autres	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	2 238 575
Trésorerie de clôture	9 144 037

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2024	31/12/2023
Jeunesse	145 483 957	130 761 563
Solidarités	7 381 538	8 156 045
Commerce et Services	1 245 240	3 810 914
Culture		43 288
Groupe - Support	2 414 824	1 401 601
Facturation entre établissements	-384 295	-352 200
Produits par activité	156 141 264	143 821 211
Gestion libre	10 079 386	9 064 075
Gestion contrôlée	146 769 052	135 056 198
Facturation entre établissements	-707 174	-299 062
Produits par nature de financement	156 141 264	143 821 211
Secteur lucratif	113 561	587 926
Secteur non lucratif	156 218 432	143 361 718
Facturation entre établissements	-190 729	-128 433
Produits par secteur fiscal	156 141 264	143 821 211

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles	500		500			
Immobilisations corporelles	96 100	262 776	(166 676)	256 810	4 256	252 554
Immobilisations financières	355	8 690	(8 335)	18 148	35 037	(16 889)
QP de subventions du projet abandonné CEF Vaucluse	194 261		194 261			
Opérations en capital	291 216	271 466	19 750	274 958	39 293	235 665
Aux amortissements excep. des immo.		85 452	(85 452)		99 403	(99 403)
Aux amortissements dérogatoires		11 047	(11 047)		11 040	(11 040)
Aux provisions réglementées		2 674	(2 674)	30 679	319 133	(288 454)
Aux provisions pour risques et charges				36 500		36 500
Aux dépréciation except.				829 079		829 079
Dotations et reprises		99 173	(99 173)	896 258	429 576	466 682
Pénalités et amendes		122	(122)		1 374	(1 374)
Créances devenues irrécouvrables / Abandon de créances		473	(473)			
Abandon de créances Respect éditions / REC					657 965	(657 965)
Abandon de créances Guillaume Roland					171 114	(171 114)
AFADR octroyé à Nosiam		200 000	(200 000)			
Rappel d'impôts (autres qu' IS)					2 866	(2 866)
Régularisations EDF				12 493		12 493
Opérations de gestion		200 595	(200 595)	12 493	833 319	(820 826)
Résultat exceptionnel	291 216	571 234	(280 018)	1 183 709	1 302 188	(118 479)

Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	-1 644 773	-721 502
Résultat comptable sous gestion contrôlée	174 985	749 318
Résultat comptable	-1 469 788	27 816

Reprise du résultat Antérieur	2 535 241	2 133 870
--------------------------------------	------------------	------------------

Résultat effectif Global	1 065 453	2 161 686
dont Résultat effectif sous gestion propre	-1 644 773	-721 502
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	2 710 226	2 883 187

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		607 549	
Etat	22 945 116	1 522 967	3 326 481
Etat - Assurance Maladie - ARS	6 902 851	3 814 831	
Etat - CAF		37 600	
Etat - Dirrecte		8 210	
Etat - ASP		14 280	
Régions		42 751	
Départements	115 366 425	155 902	1 700 000
Communes, Villes		20 000	
Autres Financeurs		10 780	
TOTAL	145 214 392	6 234 870	5 026 481

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

en milliers d'euros	Jeunesse	Solidarités	Commerce et Services	Groupe Support	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	145 484	7 382	1 245	2 415	-384	156 141
Cotisations						
Ventes de biens et services	500	3	61	946	-384	1 126
- Ventes de biens						
- Ventes de prestations de service	500	3	61	946	-384	1 126
Produits de tiers financeurs	142 665	6 943	1 178	816		151 601
- Concours publics	138 312	6 903				145 214
- Subventions d'exploitation	4 289	40	1 126	781		6 235
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible						
- Ressources liées à la générosité du public	13					13
- Contributions financières	51		52	35		139
Production Stockée						
Production Immobilisée						
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	861	36		532		1 429
Utilisation des fonds dédiés	405	312				717
Autres produits de Gestion Courante	1 053	88	7	121		1 268
Charges d'exploitation	137 903	7 353	2 163	10 079	-384	157 114
Achat de marchandises						
Variation de stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres appro	206					206
Variation de stocks matières premières et autres appro	-29					-29
Autres achats et charges externes	36 079	2 237	416	3 063	-198	41 597
Aides financières	505			2		507
Impôts, taxes et versements assimilés	7 324	304	94	453	-1	8 173
Salaires et traitements	59 805	3 007	754	3 452		67 018
Charges sociales	27 303	1 368	336	1 928	-186	30 749
Dotation aux amortissements et aux provisions						
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 334	331	28	30		3 722
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations	9			238		247
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	25			281		306
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	506		532			1 039
Reports de fonds dédiés	2 675	106		633		3 414
Autres charges d'exploitation	160	1	3	1		165
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 581	29	-918	-7 665		-973
QP de résultat sur opérations faites en commun	-6 415	-313		6 728		
Produits financiers	1			485		487
Charges financières	402	25	23	214		664
RESULTAT FINANCIER	-401	-25	-23	271		-177
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	765	-309	-941	-665		-1 150
Produits exceptionnels	73		24	195		291
Charges exceptionnelles	145	1	30	395		571
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-72	-1	-6	-201		-280
Impôts sur les sociétés				39		39
RESULTAT NET	693	-310	-947	-905		-1 470
Total des charges	144 866	7 692	2 216	10 728	-7 112	158 389
Total des produits	145 558	7 382	1 269	9 823	-7 112	156 919

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

en milliers d'euros	Activités ESMS - Gestion Contrôlée	Autres Activités - Gestion Libre	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	146 769	10 079	-707	156 141
Cotisations				
Ventes de biens et services	1 137	696	-707	1 126
- Ventes de biens				
- Ventes de prestations de service	1 137	696	-707	1 126
Produits de tiers financeurs	142 247	9 354		151 601
- Concours publics	140 380	4 834		145 214
- Subventions d'exploitation	1 767	4 468		6 235
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public	13			13
- Contributions financières	86	52		139
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	1 426	3		1 429
Utilisation des fonds dédiés	717			717
Autres produits de Gestion Courante	1 242	26		1 268
Charges d'exploitation	146 550	11 272	-707	157 114
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro	206			206
Variation de stocks matières premières et autres appro	-29			-29
Autres achats et charges externes	38 829	3 110	-342	41 597
Aides financières	450	57		507
Impôts, taxes et versements assimilés	7 823	349		8 173
Salaires et traitements	64 368	2 650		67 018
Charges sociales	29 453	1 662	-366	30 749
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 669	53		3 722
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations	9	238		247
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	25	281		306
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	506	532		1 039
Reports de fonds dédiés	1 088	2 325		3 414
Autres charges d'exploitation	151	14		165
RESULTAT D'EXPLOITATION	219	-1 192		-973
QP de résultat sur opérations faites en commun	301	-301		
Produits financiers	189	298		487
Charges financières	422	242		664
RESULTAT FINANCIER	-233	55		-177
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	288	-1 438		-1 150
Produits exceptionnels	268	24		291
Charges exceptionnelles	341	230		571
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-73	-207		-280
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les sociétés	39			39
RESULTAT NET	175	-1 645		-1 470
Total des charges	147 352	12 045	-1 008	158 389
Total des produits	147 527	10 401	-1 008	156 919

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR REGIME FISCAL

en milliers d'euros	Fiscalisé	Non fiscalisé	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	114	156 218	-191	156 141
Cotisations				
Ventes de biens et services	114	1 203	-191	1 126
- Ventes de biens				
- Ventes de prestations de service	114	1 203	-191	1 126
Produits de tiers financeurs		151 601		151 601
- Concours publics		145 214		145 214
- Subventions d'exploitation		6 235		6 235
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public		13		13
- Contributions financières		139		139
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges		1 429		1 429
Utilisation des fonds dédiés		717		717
Autres produits de Gestion Courante	0	1 268		1 268
Charges d'exploitation	396	156 909	-191	157 114
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro		206		206
Variation de stocks matières premières et autres appro		-29		-29
Autres achats et charges externes	2	41 668	-73	41 597
Aides financières		507		507
Impôts, taxes et versements assimilés	2	8 171	-1	8 173
Salaires et traitements	73	66 945		67 018
Charges sociales	31	30 836	-117	30 749
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4	3 718		3 722
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations		247		247
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	281	25		306
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 039		1 039
Reports de fonds dédiés		3 414		3 414
Autres charges d'exploitation	3	162		165
RESULTAT D'EXPLOITATION	-282	-691		-973
QP de résultat sur opérations faites en commun				
Produits financiers	155	332		487
Charges financières	64	600		664
RESULTAT FINANCIER	91	-268		-177
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-191	-959		-1 150
Produits exceptionnels		291		291
Charges exceptionnelles	6	565		571
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-6	-274		-280
Impôts sur les sociétés		39		39
RESULTAT NET	-197	-1 272		-1 470
<i>Total des charges</i>	<i>466</i>	<i>158 114</i>	<i>-191</i>	<i>158 389</i>
<i>Total des produits</i>	<i>268</i>	<i>156 841</i>	<i>-191</i>	<i>156 919</i>

AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a Engagements donnés :

a.1 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **7 988 691 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. L'association a constaté à ce titre au passif du bilan :

- Provisions pour risques et charges : **1 623 245 euros**
- Dans le cadre de la fusion de l'ex-association Oberholz, cette dernière avait souscrit un contrat collectif d'indemnités de fin de carrière auprès de Malakoff Médéric dont le montant cumulé des fonds versés au 31-12-2023 s'élève à **2 774 euros**.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **6 372 672 euros** (Cf. l des règles et méthodes comptables).

a.2 Engagement GIE Alliance Gestion

L'association Groupe SOS Jeunesse, membre du GIE Alliance Gestion, est à ce titre tenue solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres du groupement.

Au 31 décembre 2024, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	2 458 715
Dettes d'exploitation	8 082 275
Autres dettes	3 537 495
	14 078 485

Au cours de l'exercice 2024, la participation de l'association Groupe SOS Jeunesse à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 8.81 %.

a.3 Apports en Fonds Associatif avec Droit de Reprise (AFADR) reçus

	Année d'octroi	31-12-2024	31-12-2023	Modalités de reprise
Groupe SOS Séniors	2020	1 000 000	1 000 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Séniors	2021	2 500 000	2 500 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Séniors	2022	2 500 000	2 500 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Solidarités - Habitat et soins	2008		1 275 000	avenant du 4-12-2024
Groupe SOS Solidarités - Insertion & Alternatives	2008		675 000	avenant du 4-12-2024
Total		6 000 000	7 950 000	

a-4 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

en euros	31-12-2024
Part à moins d'un an	441 102
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	1 495 765
Part à plus de 5 ans	2 798 192
TOTAL	4 735 058

Certains emprunts contractés par l'association étant soumis à des taux variables, la hausse des taux et des différents indices a conduit à une hausse des intérêts restants à payer de 6 ke.

a.5 Garanties données aux établissements bancaires et autres bénéficiaires

Etablissement	Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant du au 31-12-2024
CER du Morbihan	Hypothèque sur le bien sis à Kercointe	01/02/2015	11 ans	Dexia	192 949	0
CAES 37 Monnaie	Hypothèque sur le terrain sis à la Croix Poelon - Monnaie	25/01/2012	20 ans	Crédit Coopératif	695 400	324 148
Foyer Moissac	Privilège du prêteur de deniers pour un montant de 20.000 euros et hypothèque pour le solde	12/02/2008	25 ans	Crédit Coopératif	180 000	87 680
CEF de Saverne	Hypothèque Conventionnelle s/ le bien sis à Saverne	25/06/2004	23 ans	Crédit Coopératif	2 444 000	203 836
CER Lozère	Hypothèque sur l'immeuble de Mende avec clause de pari passu	03/04/2018	20 ans	Crédit Mutuel	992 909	772 759
ITEP Felix Eboué + asso	Hypothèque sur l'ensemble immobilier à Roura	15/07/2015	15 ans	BRED	2 200 000	1 084 942
CEF de Saint Nazaire	Hypothèque sur l'ensemble immobilier sis à Saint Nazaire	13/01/2021	12 ans	Crédit Mutuel	3 463 450	3 178 689
	Privilège de prêteur de deniers				471 550	
CEF de Guyane	Hypothèque Conventionnelle s/ le bien sis à Montsinery-Tonnegrande (Guyane)	28/01/2022	18 ans	BNP Paribas	3 634 000	3 468 016
CER du Morbihan	Hypothèque Conventionnelle s/ le bien sis à Elven - Lieu-Dit Kercointe	28/06/2024	20 ans	Société Générale	1 426 500	465 049
CEF Le Marquizat	Hypothèque Conventionnelle s/ le bien sis à Gévézé - La Lande de Tramiguen	28/06/2024	20 ans	Société Générale	814 000	146 103
Hypothèques Conventionnelles					16 514 758	9 731 222
CER Lozère	Nantissement de loyers éventuels	03/04/2018	20 ans	BRED	992 909	772 759
CEF de Saint Nazaire	Nantissement de loyers éventuels	13/01/2021	12 ans	Crédit Mutuel	3 935 000	3 178 689
CEF de Saint Nazaire	Nantissement des comptes ouverts et Nantissement de loyers éventuels	14/12/2022	5 ans	Crédit Mutuel	212 000	163 477
Association	Nantissement des parts sociales de la SCI 102 rue Amelot	01/10/2020	25 ans	Crédit Lyonnais	2 750 000	2 366 418
Nantissements					7 889 909	6 481 343

a.6 Garanties données pour d'autres entités du Groupe SOS

Entité juridique	Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant du au 31-12-2024
SCI Le Répit	Caution Solidaire (36%)	16/10/2018	20 ans	Banque Postale	113 580	228 567
SCI Le Répit	Caution Solidaire (100%)	16/06/2021	15 ans	Caisse d'Epargne	430 000	341 407
Cautions					543 580	569 974

a.7 Promesse de Cession d'un bien Immobilier sis à Saint-Jean-Le-Blanc

Promesse de cession d'un bien immobilier de la MECS du Mouteau (Loiret) sis à Saint-Jean-Le-Blanc pour un prix de vente de 565 ke le 2 août 2024. Cette promesse fait l'objet de conditions suspensives et cette promesse est consentie pour une durée expirant le 30 juillet 2026.

b Engagements reçus :

b.1 Garanties reçues au profit des établissements financiers:

Etablissement	Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant du au 31-12-2024
SAU Arnouville	Cautiion (Département du Val d'Oise : 88,82% / Commune d'Arnouville : 11,18%)	23/10/2014	40 ans	Caisse des dépôts	715 400	580 011
CAES 37 Monnaie	Cautiion du département d'Indre et Loire 100%	01/03/2016	40 ans	Caisse des dépôts	2 598 250	2 031 021
SAPY	Cautiion du département des Yvelines 100%	01/10/2013	40	Caisse des dépôts	1 539 612	1 116 219
SAPY	Cautiion du département des Yvelines 100%	01/10/2013	25	Caisse des dépôts	578 254	323 822
Bois Renard	Cautiion (Commune de Saint Prix : 50% - Départ. du Val d'Oise : 50%)	20/04/2015	25 ans	Caisse des dépôts	2 312 804	1 652 003
Foyer Moissac	Cautiion de la société de caution FGMOSS	12/02/2008	25 ans	Crédit Coopératif	180 000	87 680
CAES 37 Monnaie	Cautiion de la société de caution FGMOSS	25/01/2012	20 ans	Crédit Coopératif	695 400	324 148
CEF de Geveze	Cautiion du département d'Ille et Vilaine 100%	25/09/2006	18 ans	Crédit Coopératif	430 000	6 123

b.2 Apports en Fonds Associatifs avec Droits de Reprise (AFADR) Versés

L'association Groupe SOS Jeunesse a consenti les apports en fonds associatifs suivants :

Association Bénéficiaire	Année d'octroi	31-12-2024	31-12-2023	Modalités de reprise
PI4y International - ex-Sport sans Frontières	2011	290 000	290 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Solidarités - Artemis	2017	100 000	100 000	Dissolution de l'association
Nosiam - ex-Le Répit	2019	270 000	270 000	Dissolution de l'association
Nosiam - ex-Le Répit	2022	135 000	135 000	Dissolution de l'association
Nosiam - ex-Le Répit	2024	200 000		Dissolution de l'association
Total		995 000	795 000	

b.3 Projet de Scission des activités de l'association OCM Ceasil

En date du 17-12-2024, les associations Groupe SOS Jeunesse, Crescendo et OCM Ceasil ont conclu une promesse de scission des activités de l'association OCM Ceasil sur la base des comptes arrêtés au 31-12-2023.

Les activités de protection maternelle infantile sont transférées à l'association Crescendo (actifs 264.465 euros – passifs pris en charge : 95.406 euros – soit un actif net de 8.632 euros).

Les autres activités revenant à l'association Groupe SOS Jeunesse. (actifs 2.753.595 euros – passif pris en charge 291.974 euros – soit un actif net de 2.461.621 euros)

Cette promesse est soumise à l'accomplissement d'une condition suspensive qui est l'abrogation de la reconnaissance d'utilité publique de l'association OCM Ceasil avant le 31 décembre 2026.

Note 23. EFFECTIF MOYEN

Effectifs moyen par CSP	2024
Direction	170
Administration générale	225
Service Généraux	351
Restauration	7
Socio-éducatif	1 133
Paramédical	125
Médical	1
Autres fonctions	
Effectif total	2 012

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice 2024, Groupe SOS Jeunesse n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature significative.

Note 26. REMUNERATIONS DES CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 245 000 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président et l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de l'Association sont bénévoles et n'ont perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires comptabilisés au sein du compte de résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal s'élèvent à la somme de 106.311 euros.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge nette d'impôt est due :

- A la possession des participations des entités lucratives détenues (secteur financier distinct).
- Aux placements de trésorerie effectués

Une charge a été constatée au titre de l'exercice 2024 à hauteur de 39.311 euros.
